

**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES****COMITÉ DU CODEX SUR LES PRINCIPES GÉNÉRAUX****Vingt-septième session****Paris, France, 2-6 avril 2012****Rapport et document de discussion du groupe de travail électronique (GTE) sur les questions liées aux normes maintenues à l'étape 8**

1. À sa vingt-sixième session, le Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP) est convenu d'établir un groupe de travail électronique co-présidé par le Canada et les Pays-Bas avec le mandat suivant :
 - 1) préparer un document de discussion étudiant les questions liées au paragraphe 5 de la *Procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés*, en particulier la seconde phrase de ce paragraphe ;
 - 2) inclure dans ce document de discussion la description des facteurs qui conduisent au maintien par la Commission de projets de normes à l'étape 8, bien que l'organe subsidiaire chargé de rédiger la norme ait achevé sa tâche en tenant compte des *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* ;
 - 3) garder à l'esprit que les *Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décisions du Codex et les autres facteurs à prendre en considération* ne doivent pas faire l'objet de nouveaux débats ni d'un réexamen ;
 - 4) formuler dans ce document de discussion les recommandations que le CCGP pourra envisager d'examiner à sa vingt-septième session.
2. Le 14 juin 2010, les co-présidents ont envoyé une invitation *via* le Secrétariat du Codex demandant aux gouvernements membres et aux observateurs de transmettre leurs coordonnées s'ils souhaitaient participer au groupe de travail électronique (GTE). La date butoir pour transmettre les noms des participants était fixée au 30 juin 2010. La liste des participants au GTE est jointe en annexe A.
3. À l'occasion de la trente-troisième session (juillet 2010) de la Commission du Codex Alimentarius, une brève session d'information informelle a été organisée par les Pays-Bas pour démarrer les travaux du GTE et informer sur les étapes à venir les délégations présentes à la CAC ayant souhaité participer au groupe de travail.
4. Le 30 juin, une invitation à formuler des observations initiales a été envoyée à tous les participants. Il leur a notamment été demandé de s'exprimer sur les points suivants :

Identification de la (des) norme(s) maintenue(s) à l'étape 8, dans le passé ou actuellement

 - 1) contexte de l'élaboration de la (des) norme(s) en question dans le cadre de la procédure par étapes, en mettant plus particulièrement l'accent sur les décisions prises au niveau des comités ;
 - 2) le cas échéant, avis scientifique fourni par l'organe d'experts compétent ;
 - 3) identification des questions sur lesquelles il n'y avait pas consensus ;

- 4) analyse des raisons pour lesquelles ces questions n'ont pas pu être résolues.
5. La date butoir pour transmettre les observations initiales était fixée au 15 octobre 2010. Des observations ont ainsi été reçues de la part de huit gouvernements membres, d'une organisation membre et de deux organisations ayant le statut d'observateur¹. Les observations initiales ont soulevé un certain nombre de points repris dans le document de discussion aux paragraphes 8 à 15.
6. Un premier projet de document de discussion a été rédigé en tenant compte des observations initiales. Ce projet a été distribué aux membres du GTE pour observations avant le 31 mars 2011. Des observations sur ce projet ont été reçues de la part de plusieurs membres. Sur la base des observations reçues, un deuxième projet de document a été rédigé et diffusé pour observations avant le 19 août 2011, date ensuite repoussée au 30 septembre 2011.
7. Lors de la trente-quatrième session (juillet 2011) de la CAC, une autre session d'information informelle a été organisée par le Canada afin d'informer les participants sur la progression de l'élaboration du document de discussion et de leur donner la possibilité d'obtenir des éclaircissements sur les observations des autres participants.
8. Un troisième projet de document contenant un certain nombre de recommandations formulées par les participants au GTE a ensuite été rédigé pour envoi à Rome en vue de le distribuer à tous les membres et observateurs du Codex. Comme il n'appartient pas aux GTE de prendre des décisions à la place du Comité, toutes les recommandations formulées ont été reprises au paragraphe 59 du document de discussion. Le CCGP est seul juge pour décider quelles recommandations il retiendra et décidera de mettre en œuvre, le cas échéant.
9. Il convient de noter que seules les observations soumises par écrit ont été prises en compte pour l'élaboration du document de discussion, étant donné que tous les participants au GTE n'ont pas eu la possibilité d'assister aux sessions de la CAC. Une compilation de toutes les observations reçues par écrit est distribuée séparément.
10. Il a été presque unanimement convenu qu'il n'était pas nécessaire d'élaborer des orientations supplémentaires à l'usage des présidents pour intégration dans le Manuel de procédure. De fait, plusieurs participants ont fait remarquer qu'à l'exception de deux cas « dignes d'intérêt », la procédure d'élaboration des normes du Codex fonctionnait très bien.
11. Plusieurs membres ont formulé des observations sur le besoin de revoir la question des « autres facteurs légitimes », en indiquant qu'il était nécessaire de disposer d'un cadre plus clair applicable aux décisions en matière de gestion des risques et d'orientations plus détaillées sur l'application des *Critères pour la prise en considération des autres facteurs* mentionnés dans la deuxième *Déclaration de principe*. D'autres membres se sont déclarés opposés au réexamen des autres facteurs, considérant que le rôle de ces facteurs dans le processus décisionnel du Codex avait déjà été longuement débattu et abondamment documenté par les membres du Codex. Ils n'étaient pas favorables à une réouverture des discussions sur les *Critères*, rappelant que les rapports pertinents du Comité et de la Commission stipulent clairement que ces *Critères* visent à clarifier les *Déclarations de principes* et en constituent une annexe, et qu'en vertu de son mandat, le GTE ne peut réexaminer les *Déclarations* dans le cadre des présents travaux. Les *Critères* sont censés faciliter l'interprétation et l'application des *Déclarations de principes*, et en font partie intégrante.

¹ Des observations ont été reçues de la part de l'Australie, du Brésil, des États-Unis, de l'Inde, du Japon, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines, de l'Union européenne, de l'ICGMA et de l'IFAH.

12. Les co-présidents du GTE ont noté que le mandat du groupe stipulait clairement que les *Déclarations de principes* ne devaient pas faire l'objet de nouveaux débats ni d'un réexamen. En ce qui concerne les *Critères*, qui ont été élaborés après l'adoption des *Déclarations de principes*, il n'est pas certain que la même restriction s'applique. Les co-présidents du GTE ont conclu qu'ils n'incluraient pas dans le document de discussion les observations des participants relatives à l'application ou l'interprétation des *Critères*. Il est toutefois précisé que les membres sont libres de soulever cette question lors de la session du CCGP.
13. Un participant au groupe de travail s'est dit préoccupé par le fait que le document de discussion consacre un chapitre entier à la discussion de facteurs ne relevant pas du mandat du Codex et a souligné qu'il existait de nombreuses raisons susceptibles d'empêcher l'obtention d'un consensus au sein de la Commission. Ce participant a estimé que les éléments sans rapport avec le mandat du Codex pouvaient être examinés dans beaucoup d'autres enceintes et ne devaient pas freiner la progression des travaux du Codex. Cependant, de nombreux autres participants étaient d'avis que ces facteurs avaient, dans les faits, des incidences sur la procédure du Codex et qu'ils devaient donc être abordés dans le document.
14. Le document de discussion sur les questions liées aux normes maintenues à l'étape 8, qui sera examiné par le CCGP à sa vingt-septième session, figure à l'annexe B.

ANNEXE A**Participants au groupe de travail électronique sur les questions liées aux normes maintenues à l'étape 8****Argentine**

codex@minagri.gob.ar

Australie

Ann Backhouse
Manager Codex Australia
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry
+61 2 62725692
ann.backhouse@daff.gov.au
codex.contact@daff.gov.au

Brésil

Claudio Melluzi
Codex Contact Point
Ministry of External Relations
+55 61 34116369
claudio.melluzi@itamaraty.gov.br

Maria Aparecida Martinelli
Coordinator of the Brazilian Codex Committee
National Institute of Metrology, Standardization and Industrial Quality
+55 61 33402211
codexbrasil@inmetro.gov.br

Canada

Bertrand Gagnon
Codex and Food Safety Coordinator
Canadian Food Inspection Agency
+1 613 773 6092
bertrand.gagnon@inspection.gc.ca

Colombie

Javier Muñoz Ibarra
Advisor/Colombian Codex Committee
Ministerio de Comercio, Industria y Turismo
+57 (1) 6067676 Ext. 1205
jmunoz@mincomercio.gov.co

Elvin Rincón Cárdenas
Professional/Colombian Codex Committee
Ministerio de Comercio, Industria y Turismo
+57 (1) 6067676 Ext. 2133
erincon@mincomercio.gov.co

Danemark

Jytte Kjærgaard
Danish Veterinary and Food Administration
+45 33 95 62 33
jk@fvst.dk

Union européenne

Jérôme Lepeintre
European Commission
Health and Consumers Directorate-General
+32 22 99 37 01
jerome.lepeintre@ec.europa.eu

Risto Holma
European Commission
Health and Consumers Directorate-General
+32 22 99 86 83
risto.holma@ec.europa.eu

Allemagne

Niklas Schulze Icking
Codex Contact Point
Federal Ministry of Food, Agriculture and Consumer Protection
+49 (0) 30 18 529 3515
314@bmelv.bund.de

Claudia Gehrmann
Codex Coordinator and Contact Point
Federal Ministry of Food, Agriculture and Consumer Protection
+49 (0) 30 18 529 3263
Codex.germany@bmelv.bund.de

Honduras

Juan Ramon Velasquez
hondurascodex@yahoo.com

Hongrie

Ágnes Szegedyné Fritz
Ministry of Rural Development
Agnes.Fricz@fvm.gov.hu

Inde

Sumita Mukherjee
National Codex Contact Point
Food Safety and Standards Authority of India
+91 11 23237442
sumita_mukherjee@hotmail.com

Japon

Yoshikiyo Kondo
Associate Director, International Affairs
Food Safety and Consumer Policy Division
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
+81 3 3502 8732
yoshikiyo_kondo@nm.maff.go.jp

Noriko Iseki
Senior Technical Officer
Division of Policy Planning and Communication
Ministry of Health, Labour and Welfare
+81 3 3595 2326
codexj@mhlw.go.jp

Mexique

Andrea Barrios Villarreal
International Affairs
Director/General Bureau of Standards (DGN)
+52 55 57299480
andrea.barrios@economia.gob.mx
codexmex@economia.gob.mx

Nouvelle-Zélande

S. Rajasekar
Senior Programme Manager (Codex)
Ministry of Agriculture and Forestry
+64 48942576
raj.rajasekar@maf.govt.nz

Pays-Bas

Wim van Eck
Nieuwe Voedsel en Warenautoriteit
+31 (0) 70 448 4814
wim.van.eck@vwa.nl

Norvège

Vigdis Veum Moellersen
Senior Advisor/Codex Contact Point
Norwegian Food Safety Authority
Head Office
visvm@mattilsynet.no

Philippines

Gilberto F. Layese
Director IV and Codex Contact Point
+63 2 455 2858
bafpsda@yahoo.com.ph

Afrique du Sud

Malose Daniel Matlala
National Codex Contact Point
Department of Health, Directorate: Food Control
+27 12 312 0158
CACPSA@health.gov.za

Suède

Carmina Ionescu
Codex Coordinator
National Food Administration
+46 (0)18 17 56 01 / +46 (0) 709 24 56 01
carmina.ionescu@slv.se

Suisse

Awilo Ochieng
Federal Department of Home Affairs
+41 31 32 20041 / +41 31 32 21131
awilo.ochieng@bag.admin.ch

Thaïlande

Pongsapitch Pisan
Senior Expert in Agricultural Commodity and Food Standards
Ministry of Agriculture and Cooperatives
+66 2 5612277 ext 1421
pisan@acfs.go.th codex@acfs.go.th

États-Unis

Karen Stuck
Codex Manager
United States Department of Agriculture
+1 202 720-2057
karen.stuck@osec.usda.gov
USCodex@fsis.usda.gov

Consumers International

Michael Hansen
Senior Scientist
Consumers Union
+1 914-378-2452 ou 2455
hansmi@consumer.org

ICGMA

Peggy Rochette
Sr. Director of International Affairs
Grocery Manufacturers Association
+1 202 639-5921 / +1 202 639-5991
prochette@gmaonline.org

IFAH

Robert Livingston
rlivingston@ahi.org

Olivier Espeisse
Directeur Général – Vétérinaire Responsable
+33 (0) 1 55 49 35 35
espeisse_olivier@lilly.com

Barbara Freischem
Executive Director
bfreischem@ifahsec.org

Président (Canada)

Allan McCarville
Codex Contact Point for Canada
Health Canada
+1 613 957 0189
codex_canada@hc-sc.gc.ca

Président (Pays-Bas)

Jeroen Friedericy
Codex Coordinator
Ministry of Economic Affairs, Agriculture and Innovation
+31 (0) 70 378 4924
codex.ewg.step8@minlnv.nl

Conseiller scientifique du président (Pays-Bas)

Rob Theelen

Nieuwe Voedsel en Warenautoriteit

+31 (0) 70 448 4084

r.m.c.theelen@vwa.nl

ANNEXE B

Document de discussion sur les questions liées aux normes maintenues à l'étape 8

Introduction

1. La Commission du Codex Alimentarius (Codex), créée pour élaborer des normes alimentaires internationales dans le cadre du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, a tenu sa première session du 25 juin au 3 juillet 1963. Si le mandat du Codex n'a pas changé depuis lors, l'environnement dans lequel il fonctionne s'est transformé de manière radicale. De plus en plus de pays, en particulier des pays en développement, ont pris une part active à l'élaboration des normes internationales et l'avènement de l'organisation mondiale du commerce (OMC), en accroissant l'importance accordée aux normes du Codex, a modifié la dynamique des procédures du Codex.
2. Les organes subsidiaires du Codex élaborent des normes par consensus ; il est reconnu que sans ce consensus, les normes n'avanceraient pas. Pour parvenir au consensus, les délégations doivent être prêtes à négocier et à faire des compromis. Dans certains cas pourtant, les membres ne souhaitent ou ne peuvent pas négocier, le résultat étant que les normes ne franchissent pas les étapes successives de la procédure du Codex ou qu'elles arrivent devant la Commission qui, face à cette même absence de consensus, décide de les maintenir à l'étape 8.

Mandat confié par le CCGP à sa vingt-sixième session

3. À sa vingt-sixième session (avril 2010), le Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP) a noté que la Commission avait la possibilité de maintenir des textes à l'étape 8, comme prévu par le Manuel de procédure du Codex², mais que ce dernier n'offrait pas d'orientations supplémentaires sur cette question.
4. Un certain nombre de délégations ont estimé qu'il était important de disposer d'orientations concernant les conditions dans lesquelles un texte pouvait être maintenu à l'étape 8 et la procédure à suivre lorsqu'un texte avait été maintenu à l'étape 8 depuis un certain temps sans que de nouvelles informations scientifiques soient devenues disponibles. D'autres délégations étaient d'avis que le Manuel de procédure, et plus spécifiquement les *Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décisions du Codex et les autres facteurs à prendre en considération*, contenaient des orientations suffisantes pour traiter cette question au cas par cas et que de nouveaux travaux n'étaient donc pas nécessaires sur ce point. Il a également été noté que le nombre de normes maintenues à l'étape 8 était réduit et qu'il n'était pas sûr que l'élaboration de nouvelles procédures apporte une grande amélioration.
5. Après un échange de vues prolongé sur le besoin ou non d'approfondir cette question, la délégation des Pays-Bas a proposé deux solutions : 1) que le Comité demande à des volontaires d'élaborer un document de discussion analysant les questions liées au maintien des normes à l'étape 8 pour la prochaine session ou 2) que le Comité constitue un groupe de travail électronique chargé d'élaborer un tel document.
6. Après quelques échanges, le CCGP est convenu d'établir un groupe de travail électronique, co-présidé par les Pays-Bas et le Canada et travaillant uniquement en langue anglaise, doté du mandat suivant :
 - 1) préparer un document de discussion étudiant les questions liées au paragraphe 5 de la *Procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés*, en particulier la seconde phrase de ce paragraphe ;

² Manuel de procédure du Codex, dix-neuvième^e édition (française), page 24, par. 5. (Note : Ce paragraphe se trouve à la page 28 de la 20^e édition (française)).

- 2) inclure dans ce document de discussion la description des facteurs qui conduisent au maintien par la Commission de projets de normes à l'étape 8, bien que l'organe subsidiaire chargé de rédiger la norme ait achevé sa tâche en tenant compte des *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre de la Commission du Codex Alimentarius* ;
- 3) garder à l'esprit que les *Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décisions du Codex et les autres facteurs à prendre en considération* ne doivent pas faire l'objet de nouveaux débats ni d'un réexamen ;
- 4) formuler dans ce document de discussion les recommandations que le CCGP pourra envisager d'examiner à sa vingt-septième session.

Procédure

7. Le groupe de travail électronique (GTE) a été établi comme demandé par le Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP) à sa vingt-sixième session. Après sa mise en place, une session d'information informelle a été organisée à l'occasion de la trente-troisième session (juillet 2010) de la CAC pour les participants au groupe présents à cette session. La session informelle avait pour but de fournir des informations pratiques sur la conduite du GTE et d'offrir aux participants une occasion de se présenter et de faire un premier tour de table pour identifier et soulever les questions à aborder dans le document de discussion. Les participants ont ensuite été invités à soumettre des contributions initiales, y compris les réponses à une série de questions élaborées par les co-présidents et destinées à cadrer les contributions. Ces observations ont été utilisées pour rédiger un premier projet de document, qui a été distribué aux membres du GTE en vue de recueillir de nouvelles observations. Un deuxième projet de document a été préparé en tenant compte des observations formulées sur le premier projet. Une seconde session d'information informelle s'est tenue à l'occasion de la trente-quatrième session (juillet 2011) de la CAC afin d'informer les participants sur la progression de l'élaboration du document de discussion et de leur offrir la possibilité d'obtenir des éclaircissements sur les observations des autres participants. Un troisième projet de document, définitif, a été rédigé et diffusé aux membres du GTE pour révision rédactionnelle. Il convient de noter que seules les observations soumises par écrit ont été prises en considération pour l'élaboration du document de discussion, afin de tenir compte du fait que tous les participants au groupe de travail électronique n'ont pas eu la possibilité d'assister aux sessions de la CAC.

Éléments de réflexion/examen des contributions initiales formulées par les participants au GTE

8. Dans leurs observations initiales, les participants ont identifié un certain nombre d'exemples de normes ayant été maintenues à l'étape 8, notamment :

Sept LMR pour les pesticides : maintenues à l'étape 8 en 1985 ; finalement adoptées en 1987.
LMR pour la somatotropine bovine recombinée (STBr) : maintenues à l'étape 8 en 1999 ; toujours maintenues.

Projet de Code d'usages pour une bonne alimentation animale : maintenu à l'étape 8 en 2003 ; finalement adopté en 2004.

Avant-projets de normes révisées pour l'Edam (C-4), le Gouda (C-5), le Havarti (C-6), le Samso (C-7), l'Emmental (C-9), le Tilsiter (C-11), le Saint-Paulin (C-13), le Provolone (C-15), le Cottage Cheese (C-16), le Coulommiers (C-18), le fromage à la crème (C-31), le Camembert (C-33), le Brie (C-34) et Avant-projet de norme pour la Mozzarella : maintenus à l'étape 8 en 2006 ; finalement adoptés en 2007.

Projet de norme pour le manioc amer : maintenu à l'étape 8 en 2008 ; finalement adopté en 2010.

LMR pour la ractopamine : maintenues à l'étape 8 en 2008 ; toujours maintenues.

9. Une analyse des exemples apportés par les participants au GTE a montré que la décision de la Commission de maintenir ces normes à l'étape 8 s'expliquait par l'une des trois raisons suivantes :

- permettre la communication d'avis scientifiques ou d'orientations supplémentaires de la part d'un autre comité pour examen par la Commission ;
- donner la possibilité de finaliser certaines dispositions du texte sans avoir besoin de renvoyer l'intégralité du document devant l'organe subsidiaire ; et
- répondre à l'impossibilité de parvenir à un consensus sur la manière de faire avancer le texte.

COMMUNICATION D'AVIS SCIENTIFIQUES SUPPLÉMENTAIRES

10. Les participants au GTE ont fourni plusieurs exemples de normes maintenues à l'étape 8 par la Commission pour permettre l'élaboration d'avis scientifiques supplémentaires aux fins d'examen.
11. Ainsi en 1985, des limites de résidus pour plusieurs pesticides ont été « adoptées en tant que LMR temporaires sans être incluses dans le *Codex Alimentarius* » (ce qui à l'époque équivalait au maintien des LMR à l'étape 8), car la JMPR n'avait attribué que des DJA temporaires à ces substances. Le Comité du Codex sur les résidus de pesticides a ensuite converti ces LMR temporaires en LMR sur le fondement de l'avis de la JMPR, et celles-ci ont finalement été adoptées par la Commission et intégrées au *Codex Alimentarius* en 1987.

FINALISATION DE CERTAINES DISPOSITIONS

12. Les participants au GTE ont également fourni des exemples de normes maintenues par la Commission à l'étape 8 pour permettre à certaines dispositions d'être réexaminées par l'organe subsidiaire compétent et finalisées, afin de ne pas renvoyer l'intégralité du texte devant le comité.
13. Ainsi en 2003, lors de sa vingt-sixième session, la Commission du Codex Alimentarius a maintenu le *Projet de Code d'usages pour une bonne alimentation animale* à l'étape 8 en attendant que le groupe spécial du Codex chargé d'élaborer la norme en question examine plusieurs paragraphes sur lesquels un consensus ne s'était pas véritablement dégagé, de même que la définition du terme « additif d'aliments pour animaux ». Une session supplémentaire du groupe spécial a permis de résoudre les questions en suspens et la Commission a finalement adopté le *Code* lors de sa vingt-septième session (juillet 2004).
14. Un autre exemple de norme maintenue par la Commission à l'étape 8 pour permettre la finalisation de certaines dispositions est celui de la norme sur le manioc, en 2008. Cette décision a permis au CCFFV et au CCFL de résoudre les questions restées en suspens concernant l'étiquetage. La norme a finalement été adoptée par la Commission en 2010.

IMPOSSIBILITÉ DE PARVENIR À UN CONSENSUS

15. Une analyse des exemples fournis par les participants montre que dans certains cas, le maintien des normes à l'étape 8 résulte d'une absence de consensus, les membres n'ayant pas la volonté ou la possibilité de faire les compromis nécessaires.

Synthèse des contributions initiales formulées par les participants au GTE

16. Il semblerait que, dans certains cas, le maintien d'une norme à l'étape 8 constitue un outil précieux utilisé par la Commission pour prendre des mesures supplémentaires en vue de parvenir à un consensus, comme expliqué ci-dessus.
17. Cependant, dans d'autres cas, une norme est soumise à la Commission pour adoption, et ce bien que les questions empêchant l'obtention du consensus n'aient pas été résolues au niveau de l'organe subsidiaire. Certains membres du GTE ont émis l'hypothèse que les facteurs empêchant l'obtention du consensus à l'étape 8 freinaient également la progression des normes aux étapes précédentes de la procédure d'élaboration ; néanmoins, le présent document se concentrera uniquement sur les normes maintenues à l'étape 8, conformément au mandat du GTE.

18. En analysant les exemples présentés par les membres du GTE, il convient de noter que, parmi l'ensemble des normes maintenues à l'étape 8, toutes ont finalement été adoptées par la Commission à l'exception de celles relatives à la somatotropine bovine recombinée (STBr) et à la ractopamine. L'analyse détaillée de ces deux normes devrait donc permettre de fournir des indications sur les facteurs qui empêchent le consensus à leur sujet. Un examen des divers rapports de la Commission et des comités portant sur ces deux normes suggère que les principaux facteurs empêchant le consensus découlent de considérations non scientifiques (par exemple, opinions et préférences des consommateurs) et de préoccupations relatives aux incidences par rapport à l'OMC.

STBr

19. À sa troisième session (novembre 1988), le Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires (CCRVDF) a examiné une proposition des États-Unis visant à placer les somatotropines bovine et porcine sur la liste des substances prioritaires soumises au JECFA pour évaluation, car ceux-ci estimaient qu'une évaluation scientifique réalisée en amont pourrait prévenir tout malentendu sur la sécurité sanitaire des aliments contenant des résidus de ces substances. Cette démarche était soutenue par la Pologne. Cependant, un certain nombre d'autres délégations, notamment des pays européens, ont fait observer que les études sur ces substances étaient encore à un stade expérimental très précoce, et le Comité a décidé de reporter l'évaluation à une réunion ultérieure du JECFA.
20. Lors de la quatrième session (octobre 1989) du CCRVDF, la Communauté européenne a informé le Comité qu'une proposition avait été présentée au Conseil européen visant l'application d'une période d'évaluation jusqu'à la fin des années 90 concernant la somatotropine bovine, pendant laquelle aucun État membre de la CEE ne pouvait autoriser unilatéralement l'utilisation de ce produit. Le Comité est convenu d'inscrire la STB sur la liste des substances à faire évaluer en priorité par le JECFA en 1992.
21. À sa sixième session (octobre 1991), le CCRVDF a été informé des résultats d'une évaluation de la STBr par le Comité des médicaments vétérinaires de la CEE (CVMP). Le CVMP estimait que les résidus de ce produit ne présentaient pas de risque pour la santé des consommateurs de viande ou de lait issus d'animaux traités. Le CVMP prenait note du fait que certains membres de la CEE avaient exprimé des inquiétudes quant à l'innocuité du produit pour l'animal traité, notamment concernant l'incidence des mammites et la possibilité de réactions au point d'injection.
22. À sa septième session (octobre 1992), le CCRVDF a été informé des résultats de l'évaluation du JECFA. Le JECFA avait établi une DJA et des LMR « non spécifiées ». Selon les explications fournies, cela signifiait que la marge de sécurité était si grande, compte tenu de l'usage projeté, de l'ingestion éventuelle des résidus et des données disponibles sur la toxicité, que ces médicaments ne présentaient pas un risque pour la santé humaine et que, par conséquent, il n'y avait pas lieu d'établir une DJA ou une LMR numérique. Le CCRVDF est donc convenu d'avancer les LMR pour la somatotropine bovine à l'étape 5. Aucune réserve n'a été enregistrée concernant cette décision.
23. À sa vingtième session (juillet 1993), la Commission du Codex Alimentarius a adopté l'avant-projet de LMR pour la somatotropine bovine à l'étape 5.
24. À sa huitième session (juin 1994), le CCRVDF est finalement convenu d'avancer les LMR à l'étape 8 pour adoption par la Commission à sa vingt et unième session (juillet 1995). Bien qu'aucune réserve n'ait été enregistrée, la Communauté européenne (CE) a fait observer qu'un moratoire était en vigueur jusqu'à la fin de l'année 1994 au sein des États membres de la CEE concernant l'utilisation de la STB, et qu'elle ne pouvait donc pas prendre position sur cette question. La CE ne s'est pas opposée à l'avancement de la norme à l'étape 8.
25. Cependant, aucun consensus n'a pu être atteint à la vingt et unième session (juillet 1995) de la Commission, et cette dernière a décidé, au moyen d'un vote, de maintenir les LMR à l'étape 8 (33 voix pour le maintien, 31 voix contre, six abstentions).

26. L'adoption des LMR pour la STB a été réexaminée lors de la vingt-deuxième session (juin 1997) de la Commission, mais là encore, aucun consensus n'a pu être obtenu. Un certain nombre de pays et d'observateurs étaient favorables à l'adoption de LMR car :

- l'évaluation du JECFA indiquait qu'il n'y avait pas d'effet néfaste sur la santé humaine et qu'aucune nouvelle preuve attestant du contraire n'avait été soumise ;
- le produit était déjà utilisé dans plusieurs pays, et l'on pouvait craindre que la non-adoption de LMR ne constitue une barrière non tarifaire au commerce.

D'autres pays et observateurs s'opposaient à l'adoption des LMR en invoquant des préoccupations relatives à l'éthique ou à la sécurité sanitaire, ou parce que certaines informations indiquaient que l'utilisation de la STB :

- pouvait affaiblir le système immunitaire du bétail, ce qui risquait d'entraîner une augmentation des infections virales et bactériennes et une hausse de l'administration d'antibiotiques ;
- pouvait accroître l'incidence des mammites ;
- ne présentait aucun avantage pour les consommateurs et n'améliorerait pas la qualité ou la salubrité du lait.

27. La Commission a décidé, en procédant de nouveau à un vote, de suspendre l'examen de cette question jusqu'à sa prochaine session (38 voix pour, 21 voix contre et 13 abstentions).

28. À sa cinquantième session (février 1998), le JECFA a réévalué la STBr et est parvenu à la même conclusion, à savoir l'établissement d'une DJA et de LMR « non spécifiées ».

29. Lors de la vingt-troisième session (juillet 1999) de la CAC, le consensus n'ayant toujours pas pu être obtenu, la Commission a décidé de maintenir les LMR à l'étape 8. Le maintien à l'étape 8 est encore effectif à ce jour.

30. À sa trente-quatrième session (juillet 2011), la Commission est convenue d'examiner les projets de LMR pour la STBr lors de sa prochaine session. Afin de faciliter cet examen, la Commission a demandé au Secrétariat du Codex de préparer un document présentant l'historique de l'élaboration de ces LMR et des débats correspondants au sein du Codex, y compris un résumé de l'évaluation du JECFA.

Ractopamine

31. À sa quatorzième session (mars 2003), le CCRVDF a ajouté la ractopamine sur la liste des substances à faire évaluer en priorité par le JECFA. À sa quinzième session (octobre 2004), le CCRVDF a examiné l'établissement de LMR fondées sur l'évaluation du JECFA. Cependant, l'UE a déclaré qu'elle ne pouvait pas approuver l'avancement des LMR pour la ractopamine, étant donné qu'elle n'avait pas eu le temps d'examiner de près le rapport de la soixante-deuxième session du JECFA, du fait de sa distribution tardive. Elle a également fait remarquer que la ractopamine n'avait pas été évaluée par la Communauté européenne et qu'un certain nombre de questions avaient été soulevées quant à l'innocuité de la substance lors de sa précédente évaluation par le JECFA. En l'absence de consensus, le CCRVDF a décidé de maintenir les LMR pour la ractopamine à l'étape 4.

32. À sa seizième session (mai 2006), le CCRVDF est convenu d'avancer à l'étape 5 les LMR pour la ractopamine chez les porcs et les bovins proposées par le JECFA à sa soixante-deuxième session, car il n'y avait pas de consensus pour les avancer à l'étape 5/8. Ces LMR ont été adoptées à l'étape 5 par la Commission à sa vingt-neuvième session sans qu'aucune réserve n'ait été enregistrée.

33. Un échange de vues approfondi sur cette question a eu lieu lors de la dix-septième session (septembre 2007) du CCRVDF. Plusieurs délégations ont appuyé l'avancement des LMR pour la ractopamine à l'étape 8, étant donné les résultats positifs de l'évaluation effectuée par le JECFA. À cet égard, l'importance de l'évaluation du JECFA pour les pays ne disposant pas

des ressources adéquates pour conduire leurs propres évaluations en matière de sécurité sanitaire a été soulignée. L'UE s'est toutefois opposée à l'avancement des LMR à l'étape 8 au motif que sa législation n'autorisait pas l'utilisation de substances bêta-agonistes à des fins de promotion de la croissance. Malgré l'absence de consensus, le Comité est convenu, en faisant observer que les raisons invoquées pour ne pas appuyer l'avancement des LMR à l'étape 8 n'étaient pas fondées sur des arguments scientifiques, d'avancer à l'étape 8 les projets de LMR pour la ractopamine chez les porcs et les bovins, tout en prenant note des fortes réserves des délégations de la Communauté européenne, de la Norvège et de la Suisse concernant cette décision.

34. L'adoption des LMR pour la ractopamine a été examinée par la Commission à sa trente et unième session (juillet 2008), mais aucun consensus n'a pu être atteint. La Commission est convenue de maintenir les LMR à l'étape 8 en vue d'un nouvel examen à sa prochaine session. Elle a également demandé aux membres de soumettre des informations pertinentes sur la disponibilité de données scientifiques au Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments à sa dix-huitième session (mai 2009), de manière à ce que ce Comité puisse prendre une décision concernant l'inclusion de la ractopamine dans la liste des substances à faire évaluer ou réévaluer en priorité par le JECFA. La Commission est convenue, en outre, qu'à sa trente-deuxième session, elle déciderait ou non d'adopter les LMR pour la ractopamine sur la base du rapport de la dix-huitième session du Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments.
35. À sa dix-huitième session (mai 2009), le CCRVDF a une nouvelle fois débattu des LMR pour la ractopamine. L'UE a indiqué que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) avait procédé à une analyse de l'évaluation du JECFA sur l'innocuité de la ractopamine. L'analyse de l'EFSA mettait en évidence plusieurs points d'incertitude et lacunes dans les données qui sous-tendaient l'évaluation réalisée par le JECFA. L'UE était donc d'avis que la ractopamine devait être inscrite sur la liste des substances à faire réévaluer en priorité par le JECFA. Le secrétariat du JECFA-OMS a fait observer qu'aucune donnée nouvelle n'avait été examinée par l'EFSA. La Chine a décrit brièvement les résultats d'études sur les résidus menées sur des porcs en Chine et souligné les niveaux élevés de résidus trouvés immédiatement après l'arrêt du traitement, ainsi que les niveaux significatifs de résidus également observés dans d'autres tissus comme les poumons et les intestins. La délégation a estimé que les LMR actuelles pour la ractopamine ne seraient pas compatibles avec un délai d'attente égal à zéro, et qu'en Chine des morceaux ne figurant pas dans le panier alimentaire habituel étaient régulièrement consommés. La délégation de la Chine a également déclaré qu'elle ne pouvait pas approuver l'avancement des projets de LMR et a demandé au JECFA de procéder à une réévaluation complète de la substance. Le Comité a conclu qu'il n'y avait pas de nouvelles données significatives justifiant l'inscription de la ractopamine sur la liste des substances prioritaires à faire réévaluer intégralement par le JECFA. Cependant, le Comité est convenu de placer la ractopamine sur la liste des substances à faire réévaluer en priorité pour le taux de dissipation des résidus dans les tissus porcins, sur la base des données fournies par la Chine. Le secrétariat du JECFA a estimé que les données présentées par la Chine sur la dissipation des résidus dans les tissus porcins ne constitueraient pas de nouvelles données significatives exigeant une réévaluation des LMR recommandées actuellement à l'étape 8.
36. Lors de la trente-deuxième session (juillet 2009) de la Commission, aucun consensus n'a pu être atteint sur l'adoption des LMR. La Commission a décidé de maintenir les projets de LMR pour la ractopamine à l'étape 8 et de demander au JECFA de procéder de façon prioritaire à un examen des nouvelles données soumises par la Chine à la dix-huitième session du Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires (données qui n'avaient pas été formellement examinées par le JECFA), en s'intéressant notamment à l'incidence de ces données sur les LMR pour la ractopamine actuellement maintenues à l'étape 8.
37. Le JECFA a donc examiné les données fournies, y compris celles sur les trois races porcines utilisées dans les études réalisées par la République populaire de Chine, et les données alimentaires correspondantes. L'examen a conclu que les LMR offraient le niveau de protection

requis en tenant compte de la consommation des tissus porcins de muscle, foie, rognons et graisse et de la DJA établie.

38. À sa trente-troisième session (juillet 2010), la Commission a de nouveau examiné cette question en tenant compte de l'évaluation la plus récente du JECFA. Cependant, aucun consensus n'a pu être atteint et la Commission est convenue de maintenir les LMR à l'étape 8 pour examen lors de sa trente-quatrième session (juillet 2011). Dans le but de faire progresser les travaux, un groupe des « Amis de la Présidente » a été constitué sous l'égide de la Présidente de la Commission du Codex Alimentarius, pour tenter de dégager un consensus sur cette question.
39. Le groupe des « Amis de la Présidente » a présenté deux solutions lors de la trente-quatrième session (juillet 2011) de la Commission, l'une en faveur de l'adoption du texte et l'autre proposant l'interruption des travaux ou la mise en suspens de la norme pendant un certain temps. Un vote a été demandé sur la proposition d'adoption, et la Commission a voté sur l'opportunité d'organiser un vote. La Commission a voté contre la tenue d'un vote sur l'adoption des LMR, et celles-ci sont restées à l'étape 8.

Analyse

40. En analysant les rapports des différentes réunions ainsi que les observations formulées, il apparaît que les opposants à l'adoption de ces LMR justifient leurs positions à l'aide d'arguments non scientifiques, tels que les préférences des consommateurs, l'impact sur la confiance des consommateurs, l'interdiction en vertu de la législation nationale, etc.
41. Dans le cas de la STBr comme de la ractopamine, les opposants à l'adoption des LMR correspondantes fondaient également leur opposition sur des préoccupations en matière d'effets sur la santé humaine. Cependant, il convient de noter que dans ces deux cas, le JECFA, qui est pour le Codex l'organisme officiel d'évaluation des risques chargé de conseiller la Commission, avait conclu qu'aucune de ces deux substances ne produisait d'effets néfastes sur la santé humaine lorsqu'elles étaient utilisées selon les bonnes pratiques d'agriculture et d'élevage.
42. Les délégations favorables à l'adoption des LMR ont fait valoir que la science avait démontré que les substances étaient sûres lorsqu'elles étaient utilisées selon les bonnes pratiques d'agriculture et d'élevage et que la non-adoption de LMR pouvait constituer un obstacle au commerce.
43. Dans ces deux cas, il semblerait donc que l'impossibilité pour la Commission de parvenir à un consensus trouve ses racines dans d'« autres facteurs » et dans des préoccupations relatives aux incidences commerciales par rapport à l'OMC (soit en facilitant le commerce, soit au contraire en permettant le rejet d'un produit ne répondant pas aux exigences nationales). La question se pose donc de savoir quelles sont les orientations sur lesquelles la Commission peut s'appuyer pour traiter les questions liées aux « autres facteurs » et aux « incidences par rapport à l'OMC ».
44. Dans la procédure par étapes du Codex, il est fait explicitement référence au besoin de tenir compte des observations éventuelles des membres au sujet des incidences sur leurs intérêts économiques³. Ainsi, les incidences économiques nationales liées à l'impact d'une norme internationale sur le commerce peuvent, dans certains cas, constituer un argument valable. Cependant, les facteurs relatifs à des intérêts économiques devraient se fonder sur des données objectives et l'obligation de fournir ces données appartient au(x) membre(s) qui fait (font) la déclaration d'incidences en question.

³ Procédure unique pour l'élaboration des normes et textes apparentés du Codex, étapes 3, 5, 6 et 8 et Procédure unique accélérée pour l'élaboration des normes Codex et textes apparentés, étapes 3 et 5.

Facteurs ne relevant pas du mandat du Codex

45. Il est établi que la Commission est en droit de maintenir un avant-projet de texte à l'étape 8, puisque cette possibilité est clairement prévue au paragraphe 5 de l'*Introduction* de la *Procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés* dans le Manuel de procédure du Codex.
46. Selon la procédure du Codex, les normes sont établies sur des bases scientifiques. Le processus scientifique du Codex est conduit de manière indépendante par des organismes scientifiques tels que le JECFA et la JMPR. Le Manuel de procédure expose les politiques d'évaluation des risques et les principes et lignes directrices pour l'analyse des risques à l'usage d'un certain nombre de comités du Codex, ainsi que leurs interactions avec divers organismes d'évaluation des risques. Chaque pays est toutefois en droit d'appliquer sa propre évaluation des risques et son propre niveau de protection de la santé publique. Ces évaluations devraient être conformes aux *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués par les gouvernements* qui prévoient la prise en compte des *Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décisions du Codex et les autres facteurs à prendre en considération*.
47. Les *Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décisions du Codex et les autres facteurs à prendre en considération* ont été adoptées par la Commission du Codex Alimentarius à sa vingt et unième session (1995) et mises au point pour fournir des orientations sur la manière dont les « autres facteurs » devraient être intégrés au processus de prise de décisions. En prenant des décisions au sujet des normes alimentaires, les responsables de la gestion des risques peuvent identifier d'autres facteurs ayant une importance pour la protection de la santé du consommateur et la promotion de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires. Les *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* prévoient la prise en compte d'autres facteurs légitimes (article 28) mais indiquent aussi que les mesures choisies ne devraient pas être « plus restrictives pour le commerce que nécessaire » (article 34). Ainsi, pour appliquer l'analyse des risques à l'élaboration des normes internationales, les seuls facteurs à prendre en considération autres que les données scientifiques sont ceux qui relèvent de la protection de la santé du consommateur et de la promotion des pratiques loyales dans le commerce alimentaire. Cela pose évidemment la question de savoir comment la Commission détermine si un ou plusieurs facteurs sont effectivement « légitimes » et devraient être pris en considération.
48. À cet égard, le Manuel de procédure propose des critères à utiliser pour déterminer si un facteur donné est « légitime » en vertu des *Déclarations de principes* et devrait donc être pris en considération. L'obligation de démontrer qu'un facteur satisfait aux critères et qu'il est donc « légitime » devrait reposer sur le(s) membre(s) qui souhaite(nt) voir ce facteur pris en compte dans l'élaboration d'une norme internationale. La difficulté réside dans le fait que les mécanismes actuels du Codex ne prévoient pas comment la Commission devrait procéder lorsqu'il n'y a pas de consensus sur un ou plusieurs facteurs qui ne sont, de fait, pas légitimes dans le cadre de la procédure d'élaboration des normes internationales. Des orientations claires semblent manquer sur le rôle du Président dans ces circonstances et sur la manière dont la Commission devrait traiter ces questions qui ne relèvent pas de son mandat mais qui affectent néanmoins le processus décisionnel.
49. L'élaboration des normes Codex semble être devenue plus contentieuse depuis que l'Accord SPS de l'OMC fait référence aux textes du Codex et que par conséquent, ces normes pèsent dans les litiges commerciaux examinés par l'OMC. Bien que ce ne soit pas toujours formulé de manière explicite durant les réunions du Codex, il semblerait que l'absence de consensus résulte parfois de préoccupations relatives au statut de la réglementation nationale lorsqu'elle diffère de la norme internationale en cours d'élaboration, faisant courir le risque d'une plainte devant l'OMC.

50. Cependant, il est assez rare que des données objectives soient fournies, les membres n'étant pas toujours enclins à déclarer que leur position se fonde sur des préoccupations liées aux incidences possibles d'une norme par rapport à l'OMC. Comme dit précédemment, cette attitude a généralement pour effet d'empêcher le consensus. Au lieu de cela, les pays s'efforcent d'influer sur la norme en cours d'élaboration pour atteindre un résultat qui leur soit favorable en termes commerciaux, en essayant d'y intégrer ou d'en exclure telle ou telle exigence, même lorsqu'elle n'est pas applicable au plan international.
51. La question soumise à l'examen du Comité concerne donc la manière dont la Commission gère les situations où les objections à l'adoption d'une norme ne sont pas fondées sur des données scientifiques solides ni sur d'autres facteurs applicables au plan international. Il convient également de s'interroger sur la manière dont la Commission devrait traiter les questions relatives au commerce qui, bien qu'elles ne soient pas toujours explicitement soulevées par les membres, freinent néanmoins la progression des travaux. Si les *Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décisions du Codex et les autres facteurs à prendre en considération* sont claires quant aux facteurs sur lesquels la Commission devrait fonder ses décisions, elles ne donnent en revanche aucune orientation sur la manière dont les présidents devraient appliquer ces principes lorsque l'absence de consensus repose sur des facteurs ne relevant pas du mandat du Codex.

Recommandations/aspects soumis à l'examen du CCGP à sa vingt-septième session

52. Il a été dit que la question n'était pas tant le maintien d'une norme à l'étape 8 pour des raisons scientifiques, que son maintien pour d'autres raisons. Le cadre du Codex pour l'analyse des risques s'efforce de répondre au besoin de prendre en considération d'autres facteurs dans la gestion des risques, mais ces « autres facteurs » doivent-ils servir de fondement à la décision d'adopter ou non une norme ? Il serait nécessaire que les membres du Codex aient une discussion libre et ouverte sur la procédure actuelle d'élaboration des normes et sur les faiblesses et les obstacles qui, selon eux, sont liés à cette procédure. Il a également été suggéré que le meilleur moyen d'organiser cette discussion serait de la programmer dans le cadre d'un débat ou d'un atelier modéré, soit adossé à une session du CCGP, soit indépendant.
53. La plupart des participants au groupe de travail ont indiqué que selon eux, il n'était pas nécessaire d'élaborer des orientations supplémentaires à l'usage des présidents. Ils ont estimé que les présidents des comités et le président de la Commission disposaient déjà des outils nécessaires pour gérer le type de blocages mis en évidence dans le projet de document de discussion élaboré par le groupe de travail électronique, par exemple dans les *Lignes directrices destinées aux présidents de Comités du Codex ou de groupes intergouvernementaux spéciaux* et dans les *Mesures destinées à faciliter le consensus* figurant à l'annexe du Manuel de procédure. Néanmoins, il a été admis, dans l'ensemble, qu'il conviendrait d'offrir une formation et un appui aux présidents pour leur permettre d'appliquer les orientations disponibles de manière cohérente dans tous les comités. Quelques participants ont également souligné qu'il était nécessaire de procéder à des discussions approfondies au niveau des comités avant de transmettre un projet de texte à la Commission.
54. Plusieurs participants ont noté qu'il était important que les membres soient transparents lorsqu'ils expriment leurs préoccupations au sujet d'une norme, de manière à ce que celles-ci puissent être évaluées au regard des principes et des critères de prise de décisions de la Commission. A cet égard, de nombreux participants ont souligné le besoin d'identifier les obstacles susceptibles de freiner l'élaboration d'une norme très en amont dans le processus de prise de décisions. Pour ce faire, il a été suggéré soit de modifier le contenu du document de projet tel que détaillé dans la *Partie 2. Examen critique. Propositions d'entreprendre de nouveaux travaux ou la révision d'une norme*, soit de réviser les *Critères pour l'établissement des priorités de travail*, qui figurent tous deux dans le Manuel de procédure du Codex.
55. Il a également été suggéré d'envisager l'utilisation de « formulaires d'expression des préoccupations » où les membres seraient invités à répertorier objectivement et à justifier les

raisons pour lesquelles une norme devrait être maintenue à l'étape 8 et à proposer les procédures à appliquer pendant le maintien de la norme à cette étape. Cependant, d'autres participants n'ont pas appuyé le recours à ces formulaires, estimant qu'ils ne seraient pas utilisables en dehors du contexte du CCPR. Les co-présidents ont noté que l'intention derrière cette proposition était de permettre une identification rapide des questions à résoudre. Les co-présidents considèrent que la révision du document de projet ou des *Critères*, comme suggéré au paragraphe 54, aboutirait au même résultat. Ils ont également observé que, quelles que soient les modifications apportées à la procédure afin de permettre l'identification des problèmes très en amont, il est indispensable que les membres fassent preuve de transparence pour garantir l'efficacité de ces efforts.

56. Certains participants au groupe de travail ont proposé de modifier le paragraphe 5 de la Procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés en supprimant la dernière phrase, à savoir : « La Commission peut également décider de maintenir le projet à l'étape 8 ». Cependant, cette proposition n'a pas reçu l'appui des autres participants. Comme cela a été souligné, il est parfois nécessaire d'avoir la possibilité de résoudre des questions restées en suspens sans renvoyer l'intégralité de la norme devant l'organe subsidiaire concerné.
57. Quelques participants ont suggéré qu'en l'absence de consensus, il pourrait être envisagé d'adopter la norme en tant que norme régionale avec la possibilité de la convertir en norme internationale ultérieurement, si un consensus finissait par émerger. Concernant cette proposition, il convient de noter qu'en vertu du Manuel de procédure, les normes régionales sont destinées à être élaborées pour « des produits alimentaires entrant exclusivement ou presque dans le commerce intra-régional ». Ainsi, compte tenu de la définition actuelle d'une norme régionale, il ne serait peut-être pas approprié d'élaborer des normes régionales pour des produits entrant dans le commerce international.
58. Il a aussi été proposé de mettre en place un mécanisme prévoyant qu'en cas de maintien d'une norme à l'étape 8 pendant un nombre d'années déterminé (par ex. cinq ans), un vote serait organisé. L'adoption de la norme soumise au vote devrait obtenir une majorité des deux tiers au lieu d'une majorité simple et, en cas d'échec, les travaux sur la norme seraient interrompus. Selon d'autres observations, après avoir exploré toutes les pistes pour parvenir à un consensus, l'organisation d'un vote pourrait être indiquée. A cet égard, il a été proposé que l'article XII, paragraphe 2 du Règlement intérieur soit modifié et qu'il soit envisagé de clarifier les circonstances dans lesquelles un vote serait approprié, ainsi que les modalités d'organisation d'un tel vote. Pour mettre en œuvre l'une ou l'autre de ces propositions, le Règlement intérieur devra être amendé.
59. Le mandat du groupe de travail électronique prévoit l'élaboration de recommandations pour examen par le CCGP à sa vingt-septième session. Il est également souligné que les *Lignes directrices sur les groupes de travail électroniques* prévoient expressément qu'« aucune décision au nom du Comité, ni aucun vote, que ce soit sur des points de fond ou de procédure, ne peut avoir lieu dans un groupe de travail électronique ». Compte tenu de ce qui précède, les recommandations suivantes ont été identifiées par les participants au groupe de travail électronique et sont présentées au CCGP pour examen et décision sur les éventuelles mesures à prendre :
 - 1) organiser un débat ou un atelier modéré pour permettre aux membres du Codex d'avoir une discussion libre et ouverte sur la procédure actuelle d'élaboration des normes et sur les faiblesses et les obstacles qui sont, selon eux, liés à cette procédure ;
 - 2) ne pas entamer de nouveaux travaux pour mettre au point des orientations supplémentaires à l'usage des présidents dans le Manuel de procédure du Codex. Il conviendrait toutefois d'offrir une formation et un appui aux présidents pour leur permettre d'appliquer les orientations disponibles de manière cohérente dans tous les comités ;
 - 3) entamer de nouveaux travaux pour réviser le Manuel de procédure du Codex afin de permettre l'identification très en amont des obstacles potentiels à l'élaboration d'une norme, soit en modifiant le contenu du document de projet tel que détaillé dans la

Partie 2. Examen critique. Propositions d'entreprendre de nouveaux travaux ou la révision d'une norme, soit en modifiant les Critères pour l'établissement des priorités de travail. Il convient de noter que le principe de transparence doit être intégré à ces discussions ;

- 4) mettre en place un système de « formulaires d'expression des préoccupations », en reconnaissant que ce formulaire tel qu'utilisé par le CCPR devra peut-être être modifié pour pouvoir s'appliquer à d'autres comités ;
- 5) modifier la procédure d'élaboration des normes en supprimant la dernière phrase du paragraphe 5 de la *Procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés* dans le Manuel de procédure, à savoir : « La Commission peut également décider de maintenir le projet à l'étape 8 » ;
- 6) réviser le Manuel de procédure pour permettre l'adoption d'une norme sur une base régionale lorsqu'il n'est pas possible de parvenir à un consensus pour l'adopter en tant que norme internationale ;
- 7) réexaminer les modalités de vote prévues par le Règlement intérieur pour prévoir la tenue d'un vote lorsqu'une norme a été maintenue à l'étape 8 pendant un nombre d'années déterminé et clarifier la deuxième phrase de l'article XII, paragraphe 2.